L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue du Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI, 12 FEVRIER 1887.

PETITES ANNONCES.

UN forgeron désire trouver de l'emploi en ville ou à la campagne. S'adresser rue Conti 12. 4 fév—8f

A VENDRE

A VENDRE—Epicerie et buvette, deuxième district. S'adresser à Smith, Bros. & Co., 102 rue Poydras. 11 fév—1sem

EPICERIE et buvette à vendre pour cause de changement d'affaires. S'adresser encaissier Girod et Bagatelle, 3me district. 9fév—5f

GROCERIE et barre à vendre à cause de départ. S'adresser 143 rue Urquhart. 8 fév—7f

A VENDRE—De belles vaches crèmes, bonnes laitières, avec de jeunes veaux. S'a dresser à H. Mahrert, 74 rue Tchoupitoulas. 8 fév—7f

A VENDRE—Bonne occasion (bargain). Un splendide piano droit oblique de Pleyel, Wolff & Cie, garanti en parfait état, aussi bon qu'un piano neuf. S'adresser à Basile Baras, 84 rue Royale. 29 jan—2f nouv

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme Mary A. Bonny.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 18,776.—Division D.—Attendu que Pierre Gladieux a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mme Mary A. Bonny, décédée intestat : A ces causes et le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

13 fév—10 15 18

Succession de Charles E. Sel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20,114—Division A —Attendu que Marie Christopher F. Dietz a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles E. Sel, décédé intestat; A ces causes et le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

9 fév—9 13 18

Succession de Mary Rauh Dewlin

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 19,987—Division B —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qui auront la présente notification les raisons qui auront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Isabelle Hays, administratrice de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte et le dit distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

3 fév—8 8 12

Succession de George S. L. Mayer

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,146—Division A—Attendu que Mme Veuve George L. Mayer a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George L. Mayer, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

6 fév—8 11 15

Succession de Michael Lyons.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 20,116—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Veuve Eliza Lyons, tutrice nommée à cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

5 fév—8 9 13

Succession de John Lassen.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 20,117—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Mary Ann Lassen, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

6 fév—8,11,15

Succession de Paul St-Pierre

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 20,095—Division A —Attendu que Gabriel Villeré a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Paul St Pierre décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

9 fév—9 13 18

Succession de Mary Rauh Dewlin

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 19,987—Division B —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Isabelle Hays, administratrice de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

5 fév—8,9 13

Succession de Edward Hays et de Bridget Hays, ou femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 19,818—Division A —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Isabelle Hays, administratrice de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

5 fév—8,9 13

Succession de John Page.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,094—Division A —Attendu que Mlle Eliza Ann Page a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu John Page décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

5 fév—5 9 13

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Frank Pavan vs Joseph Mounce

DEUXIEME COUR DE CITÉ de la Nouvelle Orléans. No 5766—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable Cour de Cité de la Nouvelle Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à l'encoignure Conti et Passage de la Bourse, dans le second District de cette ville le SAMEDI, 19 février 1887, à 11 heures A. M.

Un cheval noir.

Saisi dans l'affaire ci-dessus, d'après un inventaire enregistré en mon bureau.

Conditions—Comptant sur les lieux.

ALFRED BARNES,
Constable de la Deuxième Cour de Cité.

8 fév—8 15 19

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Succession de Mme Veuve Laure et R. O. L. Rayne vs. leurs créanciers.—No 20,124. Division B.—Ordre de Cour—Que la vente des immeubles commerciale, mentionnés et par le présent accepté par la cour pour le bénéfice de leurs créanciers et il est ordonné qu'une semaine soit publiée pendant cette vente, aux portes du palais de justice de cette ville, le SAMEDI, 12ème jour de mars 1887, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires du dit petitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes les autres questions qui pourraient être présentées de vant cet et en attendant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens des dits petitionnaires soient suspendues, et que Lloyd Posey, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle Orléans, 8 février 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

9 fév—3f en 30jours

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente par le Shérif Civil d'une propriété de valeur améliorée terminant le coin sud-ouest des rues Canal et Roman.

Samuel Flower administrateur, etc
versus
Elizabeth Jack ou Noble, femme, etc.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 20,305—En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la rue Natchez dans le second District de cette ville, le SAMEDI, 26 février 1887, à midi, des propriétés ci-après décrites à savoir :

Un certain morceau ou portion de terre, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits y rattachés qui y appartiennent, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'Isle No 28 qui est borne par les rues Canal, Roman, Priest et Claiborne, et est mesuré l'encaissant (ou pied américain) comme suit, à savoir :

Vingt quatre pieds neuf pouces de face à la rue Canal, sur une profondeur et façade à la rue Roman de cent neuf pieds 10 pouces et trois lignes, une profondeur sur la ligne de l'autre côté de soixante-deux pieds ou à l'angle droit de la ligne de profondeur, la dite portion de terre s'élargit de deux pieds trois pouces, puis a l'angle droit à la dite dernière ligne de limite, indite dernière ligne du côté de la dite portion de terre s'étendant à la ligne du fond une autre profondeur de quarante-sept pieds dix pouces et trois lignes sur une largeur sur la ligne du fond de cent sept pieds.

La dite portion ou morceau de terre comprend le tout du lot No 6 du dit lieu, sauf une lisière de terre adjacente au lot No 7, mesurant deux pieds trois pouces de face à la rue Canal sur une pied profondeur entre lignes parallèle de soixante-deux pieds.

Acquise par la défenderesse par achat de la Life Association of America, par acte passé pardevant Algernon S. Bock, notaire en cette ville, en date du 3 octobre 1879.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
22jan—25—fév 1 8 15 22 29

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente par le Shérif Civil d'une propriété de valeur améliorée terminant le coin sud-ouest des rues Canal et Roman.

Samuel Flower administrateur, etc
versus
Elizabeth Jack ou Noble, femme, etc.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 20,305—En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la rue Natchez dans le second District de cette ville, le SAMEDI, 26 février 1887, à midi, des propriétés ci-après décrites à savoir :

Un certain morceau ou portion de terre, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits y rattachés qui y appartiennent, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'Isle No 28 qui est borne par les rues Canal, Roman, Priest et Claiborne, et est mesuré l'encaissant (ou pied américain) comme suit, à savoir :

Vingt quatre pieds neuf pouces de face à la rue Canal, sur une profondeur et façade à la rue Roman de cent neuf pieds 10 pouces et trois lignes, une profondeur sur la ligne de l'autre côté de soixante-deux pieds ou à l'angle droit de la ligne de profondeur, la dite portion de terre s'élargit de deux pieds trois pouces, puis a l'angle droit à la dite dernière ligne de limite, indite dernière ligne du côté de la dite portion de terre s'étendant à la ligne du fond une autre profondeur de quarante-sept pieds dix pouces et trois lignes sur une largeur sur la ligne du fond de cent sept pieds.

La dite portion ou morceau de terre comprend le tout du lot No 6 du dit lieu, sauf une lisière de terre adjacente au lot No 7, mesurant deux pieds trois pouces de face à la rue Canal sur une pied profondeur entre lignes parallèle de soixante-deux pieds.

Acquise par la défenderesse par achat de la Life Association of America, par acte passé pardevant Algernon S. Bock, notaire en cette ville, en date du 3 octobre 1879.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
22jan—25—fév 1 8 15 22 29

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. Division B. No 19,883—Newman vs. ses créanciers.—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers du pétitionnaire Gabriel Newman soit convoquée et tenue pardevant Charles G. Andry, notaire en cette ville, le MARDI, 15me jour de février 1887, à 11 heures A. M., pour prendre en considération et délibérer sur l'application du pétitionnaire pour un répit, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que P. J. Kramer, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 13 janvier 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Député-Greffier.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

14 jan—3f en 30 jrs

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie ici que le 22ème jour de janvier 1887 jugement a été rendu dans cette Cour dans l'affaire et demande intitulée dans cette affaire, les chiffres suivants : Bridget Hannegan vs. Jeremiah J. Healy.—No 19,811—Division A.

Sur motion de Julien A. Seghers, avocat de la plaignante et en appuyant sa demande de preuves ; la loi et les témoignages étant en sa faveur, il est ordonné, adjugé et décrété que le "défaut" ici enregistré, le 17 janvier 1887, soit maintenant confirmé et rendu final, et que, en conséquence, il y ait jugement en faveur de Bridget Hannegan et contre Jeremiah Joseph Healy son mari, déclarant une séparation de propriété entre elle et son dit mari, et condamnant le dit défendeur à payer à la dite plaignante la somme de deux cents dollars avec intérêt de 6 par cent par an depuis le 30 mars 1874 jusqu'à parfait paiement, montant de ses droits paraphernaux, provenant de la succession de son père. Il est aussi ordonné et décrété que la plaignante ait seule le droit de conduire et d'administrer les biens qui lui pourront échoir à l'avenir par succession ou par son industrie à partir du 3 janvier 1887, date de l'enregistrement du procès, et que le défendeur n'ait pas les fruits jusqu'au 22 janvier 1887. Jugement signé le 27 janvier 1887.

(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ici ma signature et fixé le sceau de ladite Cour, en la ville de la Nlle-Orléans, ce vingt-septième jour de janvier, en l'année de Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept.

W. J. McDONNELL,
20 janv—3f en 30j Député-Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Emilie Pernentel vs. ses créanciers.—No 20,119—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Emile Pernentel soit par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph Hauvigeaud, notaire en cette ville, le MARDI, 22me jour de février 1887, à onze heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes les autres questions qui pourront être présentées de vant cet et en attendant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues, et que Lloyd Posey, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle Orléans, 8 février 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

9 fév—3f en 30jours

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. No 19,969—Division E.—Jacob Burger vs. ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des créanciers soit convoquée dans cette affaire, soit tenue conformément à la loi, pardevant Félix B. Boulingny, notaire le Samedi 26me jour de février 1887, à 11 heures A. M. dans le but de prendre en considération l'application du petitionnaire pour un répit, et que toutes les procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que Henry Rogers, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 1 février 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

2 fév—3f en 30j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. No 19,939—Division E.—Jacob Burger vs. ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des créanciers soit convoquée dans cette affaire, soit tenue conformément à la loi, pardevant Félix B. Boulingny, notaire le Samedi 26me jour de février 1887, à 11 heures A. M. dans le but de prendre en considération l'application du petitionnaire pour un répit, et que toutes les procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que Henry Rogers, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 1 février 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

2 fév—3f en 30 jrs

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Succession de Mme Veuve Laure et R. O. L. Rayne vs. leurs créanciers.—No 20,124. Division B.—Ordre de Cour—Que la vente des immeubles commerciale, mentionnés et par le présent accepté par la cour pour le bénéfice de leurs créanciers et il est ordonné qu'une semaine soit publiée pendant cette vente, aux portes du palais de justice de cette ville, le SAMEDI, 12ème jour de mars 1887, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires du dit petitionnaire, de nommer un syndic, et de voter sur toutes les autres questions qui pourraient être présentées de vant cet et en attendant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens des dits petitionnaires soient suspendues, et que Lloyd Posey, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle Orléans, 8 février 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

9 fév—3f en 30jours

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 19,969